

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi  
30 janvier 1976

No 419

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Sahara occidental

# AGRESSION MAROCAINE contre un convoi algérien

## PC-PS : UNE APRE RIVALITE

Dans son rapport sur le «22<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste français, l'évolution du mouvement communiste international et les relations PC-PS» rendu public mercredi, Lionel Jospin, secrétaire national du Parti socialiste, critique vivement la politique «d'Union du peuple de France» préconisée par le parti de Marchais. Il déplore que cette politique «ignore ou condamne» le PS et «noie» l'«Union de la gauche» dans «l'Union du peuple de France».

En conclusion, souligne le rapport, «Il n'y a pas de changement stratégique de la part de notre partenaire. Il continue à garder deux fers au feu, à s'affirmer en tant que PC et à contrer le PS, sans pour autant rompre avec l'Union de la gauche».

Le PS applaudit toutefois son complice et rival sur un point : pour avoir jeté publiquement aux orties la «dictature du prolétariat». Il se réjouit que le PC ait ainsi «levé la contradiction évidente qui existait entre la référence à la dictature du prolétariat et la politique d'Union de la gauche».

Voilà qui n'apparaît toutefois pas suffisant au CERES (Centre d'études, de recherches et d'études socialistes) — minorité organisée au sein du PS — qui se fait le fervent défenseur d'une alliance étroite avec le PCF. Dans un document distinct de celui de la majorité du PS, le CERES considère que les socialistes français doivent «favoriser les processus unitaires au Portugal, en Espagne et en Italie». Il se déclare opposé à la construction d'une Europe intégrée et affirme que le PS ne devrait en aucun cas «se prêter à une opération qui aurait pour but, dans l'immédiat, d'enfoncer un coin entre le PCF et le PS».

«L'Humanité» quant à elle, se contente de répondre sèchement par neuf lignes aux treize pages du rapport Jospin.

Comme on le voit, les rapports au sein de l'Union de la gauche continuent de tirer à hue et à dia. Les directions du PCF et du PS poursuivent leur aigre querelle pour savoir lequel des deux emportera le titre de parti dominant au sein d'une «union» dont la qualité fait de moins en moins illusion aux yeux de ceux mêmes qui, un temps, avaient sincèrement espéré que le Programme commun pourrait changer leur sort.

Au fond, tous ces messieurs de «la gauche» ne sont vraiment d'accord que sur un seul point : tromper les travailleurs pour se hisser au pouvoir et gérer le capitalisme.

Mais les travailleurs, ouvriers, petits paysans, employés, sont de plus en plus véritablement unis, eux, pour refuser de se laisser tromper et pour balayer tous les exploités.

Toute la journée d'hier la tension est demeurée très vive aux frontières algéro-marocaines où, pour la première fois, les armes ont parlé entre les deux pays.

Des combats sporadiques se sont poursuivis dans la région d'Amgala, où des unités marocaines ont attaqué des troupes algériennes qui assuraient la sécurité d'un convoi de vivres et de médicaments destinés aux réfugiés saharais.

Dans la soirée de mercredi, le président Boumediène a adressé un message aux pays non-alignés où il souligne que «l'actuelle tension résulte de l'emploi de la force ainsi que de la négation du droit à l'autodétermination du peuple saharais».

Le président algérien rappelle également dans ce texte que «la position algérienne a toujours été en accord avec les principes de l'ONU, de l'OUA et des nations non-alignées».

Réaffirmant le soutien de l'Algérie au Front POLISARIO, le président Boumediène demande aux pays non-alignés de «l'aider à trouver un règlement satisfaisant en faveur de la victime d'une agression qui doit recouvrer ses droits et son destin» et «condamne la stratégie impérialiste qui crée partout de nouveaux foyers de tension».

En fin de soirée, l'agression militaire marocaine

semblait se poursuivre. Selon une agence de presse occidentale à Rabat «le centre de l'offensive marocaine se déplaçait vers l'Est en direction de la frontière algérienne».

Par ailleurs une intense activité diplomatique a régné dans la capitale algérienne. Le président Boumediène a eu aussi de nombreux entretiens avec des chefs d'États arabes. (cf art. p. 2)

## ANGOLA UNE NOUVELLE FORME DE NEO-COLONIALISME



Les événements se précipitent en Angola où les forces militaires du MPLA poursuivent leur offensive à la fois contre les troupes du FNLA, au Nord, et de l'UNITA, au centre du pays. Le gouvernement raciste sud-africain en profite pour reconnaître officiellement à ses troupes racistes le droit d'intervenir militairement au-delà des frontières de la République d'Afrique du Sud et de la Namibie.

Les combats se font particulièrement violents autour de la ville de Huambo (ex-Nova-Lisboa), capitale de l'UNITA située au cœur de l'Angola. On se battra actuellement dans les faubourgs mêmes de la ville et pour la première fois des «MIG 21» de fabrication soviétique prennent part au combat, pilotés par des éléments étrangers au peuple angolais.

(Suite page 2)

## Solmer (Fos-sur-Mer) 4 300 OUVRIERS LOCK-OUTES

Le ton monte à la SOLMER ! La direction passe des menaces aux actes.

La grève des hauts fourneaux avait débuté le 21 janvier dernier après l'annonce, par la direction, de mesures de chômage conjoncturel pour les mois de février et mars.

Cette grève avait arrêté la production de fonte le 21 janvier à 22 heures. Deux jours plus tard, la direction de la SOLMER mettait près de 600 ouvriers en chômage technique.

Le mercredi 28, la direction annonce la mise en «chômage technique» de 4 300 ouvriers (sur 6 500) d'ici au 10 février prochain. Il s'établirait de la façon suivante : 1 700 ouvriers pour le 1<sup>er</sup> février, 2 300 le 2, 2 600 le 4, 3 700 le 5 et 4 300 le 10 ! Et cela tout en lançant mercredi soir un appel au calme, et à accepter ces «objectifs raisonnables» !

Quant aux dirigeants syndicaux, ils n'ont pas trouvé mieux que de simplement déclarer : «Nous sommes très déçus». Bien sûr ils appellent à négocier sans préalable de leur part, à aucun moment il ne s'agit d'établir un rapport de forces par la lutte. Le porte-parole de l'intersyndicale pousse le cynisme jusqu'à dire : «Ils — les ouvriers — ne peuvent

accepter de payer à EUX SEULS la crise économique... Nous espérons que la raison l'emportera.»

En somme, ils sont d'accord pour que les ouvriers fassent les frais de la crise !

En écho à cette déclaration, le directeur général de la SOLMER a répondu au cours d'une conférence de presse, mercredi soir, à Marseille : «Je suis convaincu que la raison l'emportera.» !

Mais les ouvriers l'entendront-ils ainsi ? C'est une autre question, une impérieuse question de lutte de classe ! La suite des événements pourrait bien s'opposer à la «raison» invoquée par le patronat et certains bonzes syndicalistes CGT et ne se référer qu'à la «raison» prolétarienne des milliers d'ouvriers victimes de ce lock-out patronal.

## YASSER ARAFAT :

**«Nous ne faisons confiance qu'à notre peuple»**

Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a déclaré, dans une interview à la télévision espagnole, que «le moment était venu, avec l'aide des Syriens et des Palestiniens, de mettre fin à la guerre au Liban». «Ce que nous pouvons dire, a-t-il ajouté, c'est que nous sortons vainqueurs de cette conspiration ourdie contre nous et les Libanais».

Le leader de l'OLP a précisé que les Palestiniens «avaient toujours voulu n'être que des médiateurs dans ce conflit... Dès que les choses seront redevenues normales, ils regagneront leurs bases».

«Nous ne sommes ni du côté des musulmans, ni du côté des chrétiens», a affirmé Y. Arafat. «Si nous sommes intervenus, c'est pour jouer un rôle de médiateur, préserver l'unité du Liban et ainsi, grâce à notre discipline et notre fermeté, nous avons empêché beaucoup de choses et protégé le peuple».

Selon lui, il y a eu au Liban «une conspiration pour créer un Etat séparatiste maronite, quelque chose dans le genre de ce qui s'est passé à Chypre». «Nous, Palestiniens, a-t-il poursuivi, désirons par-dessus tout l'unité du Liban de son peuple et de son territoire. Et si nous sommes intervenus avec les Syriens, c'est en ce sens, pour protéger les éléments nationalistes chrétiens comme musulmans. Quelquefois, nous avons dû agir avec fermeté mais toujours en liaison avec les plus hautes autorités du pays, le gouvernement ou l'armée».

Evocant d'autre part le récent débat du Conseil de sécurité, Yasser Arafat a déclaré que «les Israéliens, avec l'aide des Etats-Unis, boycotteront toujours les décisions importantes du Conseil de sécurité mais nous savons que la solution de nos problèmes se trouve ici même, au Proche-Orient. Nous ne faisons confiance qu'à notre peuple et à notre lutte pour progresser pas à pas».

### Le ministre belge de la défense

## Jamais la situation en Europe n'a été aussi tendue

«L'URSS a remporté une formidable victoire sur l'OTAN en arrivant à faire croire à l'opinion publique que la détente existe et que les dépenses militaires de l'OTAN ne sont que gaspillages», vient de déclarer le ministre belge de la Défense nationale, M. Paul Vanden Boyenants, devant le «Centre politique des indépendants et catholiques».

Jamais la détente n'a été aussi tendue, a dit le ministre. «Le rapport global des forces du Pacte de Varsovie et de celles de l'OTAN est de 3 à 1 en faveur de l'Est. La puissance navale soviétique est telle qu'elle est à même de menacer directement les Etats-Unis, mais surtout de gêner considérablement l'arrivée de renforts américains indispensables à la défense de l'Europe».

«La sécurité de l'Europe et son indépendance», a conclu M. Vanden Boyenants, «supposent à terme une détente de l'Europe par elle-même, c'est-à-dire la mise sur pied d'une défense commune assez puissante et assez diversifiée pour équilibrer la force soviétique... Sans le parapluie atomique américain, le danger d'une guerre ne serait plus une hypothèse mais une certitude. Si elle ne veut pas dépendre des Américains, l'Europe est donc acculée de plus en plus à assumer ses responsabilités, à s'organiser et à en accepter les charges pour défendre son patrimoine le plus précieux : la liberté».

## Angola : une nouvelle forme de néo-colonialisme

*Suite de la page 1*

Pendant ce temps une âpre bagarre se déroule aux USA entre les tenants d'une intervention américaine et ceux qui s'y opposent. En toile de fond de toutes ces nouvelles se dessine l'accélération de l'intervention soviétique en Angola. Le MPLA, le mouvement qu'elle utilise comme instrument de son offensive camouflée, se voit surarmé et suréquipé. Sa supériorité en matériel et en armements est constatée par tous les observateurs : lance-missiles perfectionnés, avions de combat matériel lourd d'origine soviétique continuent à

être débarqués à un rythme accéléré. Des avions soviétiques, des «Ilyouchine 62», continuent de transporter des soldats cubains au rythme de 200 par jour depuis 15 jours. Des troupes cubaines sont également convoquées par voie maritime. Six ou sept bâtiments devraient atteindre les côtes angolaises à la fin du mois et débarquer un millier d'hommes.

Quel sens ont donc les victoires enregistrées par le MPLA dans ces conditions ? En quoi sont-elles significatives d'une quelconque «volonté massive» du peuple angolais ? En quoi, surtout, peuvent-elles être ga-

rantes, pour le peuple angolais, d'un avenir d'indépendance et de liberté ? En rien car ce n'est absolument pas par «amitié» envers le peuple angolais que l'URSS intervient ainsi, mais uniquement en fonction de ses propres intérêts de grande puissance agressive. C'est ce que vient à nouveau de dénoncer à juste titre le président de l'OUA, affirmant que l'intervention des superpuissances en Afrique et le recrutement de mercenaires étrangers par les mouvements de libération constituaient une nouvelle forme de néo-colonialisme dangereuse pour toute l'Afrique.

### SAHARA OCCIDENTAL

## Avec les guerilleros du F.POLISARIO

L'incident qui s'est produit mardi à Amgala, au Sahara, entre les troupes algériennes et marocaines est le plus sérieux depuis le début de la tension entre ces deux pays. Il est d'autant plus grave qu'il peut servir de point de départ à un conflit ouvert entre les deux pays dans lequel l'Algérie, comme le Maroc aurait, tout à perdre et rien à gagner, le différent qui les oppose n'étant pas de ceux qui peuvent trouver une solution correcte sur le plan militaire. Les deux superpuissances par contre ne pourraient que se réjouir de voir un nouveau conflit armé opposer deux pays du tiers monde, et l'Afrique et le monde arabe désunis.

Les pays arabes et africains s'inquiètent de cette situation tendue et se retrouvent de plus en plus à l'appel que vient de lancer aux deux parties l'émir du Koweït, affirmant «le dialogue fraternel doit prévaloir, quels que soient les motifs de l'accrochage rapportés par les organes d'information» et soulignant que l'effusion de sang arabe doit être évitée à tout prix et la tension qui règne dans cette partie du Maghreb, éliminée. Ce qui ne peut, bien sûr, se faire, sans que soient pris en compte les droits du peuple saharoui à disposer librement de son sort.

Le quotidien algérien «El Moudjahid» publie un reportage du journaliste français Jean Bertolino, connu pour son engagement aux côtés des peuples vietnamien et palestinien. Il prend compte de ce qu'il a vu et vécu dans les maquis saharouis.

«... Et il y a d'autres refuges, des milliers d'autres, installés dans des camps de fortune, en plein désert. Les plus importants sont celui de M'heris (800 tentes, 9 000 personnes) et celui de Guelta, sur la route de Dakhla-Villa Cisneros (2 000 tentes, 12 000 personnes). Dès leur arrivée (...) les armées royales marocaines ont pratiqué des perquisitions systématiques, houspillé des vieillards, brutalisé des femmes».

«... Les premières unités marocaines qui ont pénétré dans le pays au moment de la «marche verte» auraient été, selon les maquisards, presque toutes mises en déroute».

«... Devant les techniques de la guerre moderne, les combattants du F. POLISARIO ont dû alors réviser leur stratégie, demander aux



Combattants du F. POLISARIO

frères algériens des armes adaptées aux nouvelles formes de lutte. Des mortiers de «81», des grenades, des fusils-mitrailleurs, des pistolets-mitrailleurs, des bazookas. La véritable guérilla commençait.

«A Haoussa, poste puissamment fortifié, proche de la frontière marocaine, les Saharouis gisent dans l'oued Seguia, à l'abri des dunes de sable où les avions s'enfoncent sans exploser, et dans la rocaïlle des djebels qui dominent la route asphaltée reliant

Haoussa à Smara. Une colonne motorisée, partie de cette ville le 25 décembre au matin, a été fortement endommagée par des explosions de mines et d'obus. J'étais avec les guerilleros, tapis sur les hauteurs, et j'ai pu les voir détruire deux camions et un véhicule blindé «Panhard». Puis la base mouvante des Saharouis a changé de place en prévision d'un raid aérien éventuel. Certains en jeeps, d'autres à pied, partirent pour un nouveau lieu de rassemblement.»



### CAMBODGE : SUR LE CHEMIN DE LA PROSPERITE

L'agriculture cambodgienne est désormais totalement collectivisée, comme les usines et les ateliers, vient d'indiquer Radio Cambodge. Dans «la campagne maintenant très animée, les jeunes gens, les jeunes filles, les enfants et les vieux se sont groupés dans les coopératives de production révolutionnaires, sans riche ni pauvre».

Radio Phnom Penh oppose cette situation nouvelle de la paysannerie cambodgienne à «l'agression des impérialistes colonialistes français, japonais et américains, qui pendant plus de cent ans ont rendu misérables les agriculteurs cambodgiens».

### L'OLP ADMISE AU «GROUPE DES 77»

L'Organisation de libération de la Palestine est devenue le 107ème membre du «groupe des 77» formé par les pays du tiers monde représentés aux Nations unies.

Sa candidature a été adoptée à l'unanimité par les participants de la Conférence qui tient actuellement ses travaux à Manille.

### GRANDE-BRETAGNE : APPEL A LA VIGILANCE DU PARTI CONSERVATEUR

Un vif débat se déroule actuellement en Grande-Bretagne sur l'orientation de la politique de défense du pays.

Il oppose les tenants de «la détente» chère à Moscou à ceux qui distinguent clairement les ambitions et la politique agressive de l'URSS. Dans ce cadre, un député conservateur vient de déclarer :

«Regardons ce que font les Russes. En fait ils ont davantage augmenté leurs forces en Europe qu'à n'importe quelle autre période depuis la guerre... Il est important de savoir que leurs armes stationnées sur le front Ouest sont équipées en vue de l'offensive et non de la défensive. La Russie a démontré sa détermination d'étendre son influence par la force militaire dans de nouvelles régions et par la subversion dans les anciennes régions... «L'esprit de détente» n'a aucune signification pour l'URSS. Cette dernière ne se soucie que de ce qu'elle peut en tirer».

### COLOMBIE : MANIFESTATIONS D'ETUDIANTS

Quatre étudiants et sept policiers ont été blessés au cours de très violents affrontements qui viennent de se produire à Medellin, capitale de la province colombienne d'Antioquia.

Les étudiants ont attaqué les forces de police, renforcées par des unités de l'armée, à coups de cocktails Molotov et de pierres. 30 arrestations ont été opérées à l'issue de ces manifestations qui se déroulaient alors que l'état d'urgence est en vigueur dans tout le pays, entraînant la suspension de tous les cours universitaires.

## nouvelles intérieures

*Derrière le replâtrage gouvernemental,  
des tripotages financiers :*

## La main dans le sac

### LA MAIN DANS LE SAC

Le 12 janvier dernier, le gouvernement faisait peau neuve après avoir subi quelques «réaménagements techniques» pour reprendre l'expression de Giscard. Des départs. Des arrivées. Chacun dans la presse bourgeoise y allait de son petit commentaire en se gardant bien de dévoiler les raisons de ces déplacements.

Il aura fallu attendre cette semaine pour que «le Canard enchaîné», qui n'hésite pas à fourrer son bec jusque dans le marais malodorant des politiciens bourgeois, fasse quelques révélations.

Jusqu'au replâtrage gouvernemental du 12 janvier, c'est Aymar Achille-Fould qui tenait lieu de ministre des PTT. Aujourd'hui, prié de déguerpir, il a cédé son fauteuil à Norbert Segard.

«Le Canard enchaîné» avance entre autres explications à ce changement qu'en deux ans de ministère, Achille-Fould s'est montré «incapable d'arranger certaine affaire un peu gênante pour les giscardiens : lors de la campagne présidentielle, le siège des "RI" possédait une machine à composer les lettres ; à l'arrivée, les envois des giscardiens totalisèrent près de deux milliards anciens... qui ne furent jamais payés. Quelques bons fonctionnaires

des PTT s'entêtent, depuis ce temps-là, mais sans succès, à réclamer cette somme aux RI.» Cela déjà était mauvais pour la cote d'Achille-Fould : «Qu'est-ce que c'est que ce ministre qui n'arrive pas à persuader ses ouailles d'abandonner la partie ?»

Mais, souligne «le Canard», il est une autre raison qui faisait que la cote d'Achille-Fould était en baisse : «Sa propension à transformer le plan de soutien de l'économie en plan de soutien d'Aymar.

«Un document circule actuellement à Bordeaux : on y trouve les diverses affectations des crédits débloqués "dans le cadre" dudit plan de soutien. Miracle : dans le département de la Gironde (celui d'Aymar), les PTT arrivent en tête de toutes les administrations, avec 36 354 231 F : un cas unique, car, dans les Pyrénées-Atlantiques, par exemple, les services postaux n'arrivent qu'au 8<sup>e</sup> rang pour ce qui est des crédits, et au dernier dans les Landes et en Dordogne.»

Bien sûr, Achille-Fould s'est toujours arrangé pour que son trafic passe inaperçu. C'est ainsi que «les façades de bon nombre de postes de la circonscription seront ravalées et repeintes

"dans le cadre" du plan de soutien».

«En définitive, penseront les naïfs, ce n'est pas un mal qu'Achille-Fould soit écarté du pouvoir, de cette façon au moins le gouvernement est épuré d'une brebis galeuse». En vérité, penser cela c'est faire preuve d'une bien grande méconnaissance de la bourgeoisie. Les autres ministres et secrétaires d'État ne sont pas d'une nature plus scrupuleuse, leur probité n'est pas sans limite, pour le moins. La vérité c'est que dans la bourgeoisie, et singulièrement dans ses plus hautes sphères, les trafics, les marchandages et autres détournements de fonds sont, si l'on peut dire, monnaie courante.

Ne vient-on pas d'ailleurs d'apprendre, par exemple, qu'une information judiciaire pour abus de confiance vient d'être ouverte par le juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille contre un certain M. Chassary, greffier en chef du tribunal de commerce de cette ville. Il est reproché à celui-ci d'avoir détourné une somme de deux millions de francs dans la caisse du greffe du tribunal.

Les laquais du pouvoir ne font qu'imiter un exemple qui leur vient de haut.

## Après avoir brisé la grève chez Triton

# LES DIRIGEANTS PCF-CGT OBEISSENT AUX ORDRES DE MOSCOU

et font livrer les machines commandées par l'URSS

Récemment les dirigeants de l'URSS sont intervenus auprès des dirigeants CGT-PCF, pour que leurs commandes de machines — fabriquées chez Triton à Bagnolet — leur soit livrées immédiatement. Ils ont ainsi appelé à briser ouvertement la longue grève que mène les travailleurs de Triton contre leurs licenciements. Ces brigands appellent cela «pleine solidarité avec les ouvriers» !

Dans le télégramme du Conseil central des syndicats soviétiques adressé à la Confédération CGT, ils poussent le cynisme jusqu'à prétendre que c'est pour le bien des travailleurs français : «Chers camarades, dans ces circonstances, nous tenons compte du fait que coopération économique entre France et URSS avantageuse pour deux pays comme de nos entreprises de construction de machines contribue

augmentation et consolidation postes de travail en France et, par cela à l'amélioration niveau de vie travailleurs français.»

Et bien sûr les dirigeants du faux Parti communiste français et de la CGT ont applaudi des deux mains, en bons laquais qu'ils sont du social-impérialisme russe.

Le 13 janvier, ils ont fait une conférence de presse, avec la participation de nombreux dirigeants PCF-CGT, au cours de laquelle Ségué (secrétaire de la CGT et membre du Bureau politique du PCF) a déclaré entre autre perles : «Si Triton se remet à fonctionner, ce sera grâce aux travailleurs français et soviétiques. Tout ceci montre la valeur de la coopération des organisations syndicales des travailleurs.»

Ils ne se sont pas arrêtés là. On a pu voir dans «l'Hu-

manité», la «Vie Ouvrière»... toute une campagne mystificatrice visant à collaborer — en fait à se soumettre — avec les «camarades» soviétiques... briseurs de grève. C'est ce qu'ils ont appelé «la solidarité internationale» !

Pour clôturer l'infamie, ils ont organisé une cérémonie (!), à Tonnerre dans l'Yonne (où se trouve l'autre usine Triton), pour le départ des machines destinées à l'URSS. Un cortège de leurs voitures a accompagné sur plusieurs kilomètres les trois camions envoyés à Tonnerre par la Régie Renault pour prendre livraison des machines envoyées en URSS.

Ainsi la politique des dirigeants révisionnistes du PCF est bien celle d'agents zélés du social-impérialisme russe, leurs divergences ne sont que de façade, pour tromper les travailleurs.

## Les activités du KGB au sein de l'Otan

Le KGB, service secret soviétique, avait introduit des agents dans les milieux de l'OTAN à la fin des années 60 et l'un d'eux avait volé un missile air-air «Sidewinder», affirme le magazine américain «Penthouse» dans son dernier numéro.

L'agent secret avait transporté l'arme à l'intérieur d'un tapis roulé, indique le magazine. Il avait convoyé ce chargement en voiture jusqu'en Allemagne fédérale, puis l'avait fait parvenir en URSS dans un avion commercial.

Le KGB, ajoute l'article, s'intéressait aux plans de

l'OTAN pour la défense de l'Europe et avait presque réussi à déjouer ses dispositifs de sécurité. L'article cite en exemple le cas de Hermann Luedke, un amiral allemand membre de l'état-major supérieur des forces alliées en Europe (Shape) qui aurait été tué ou poussé au suicide, après avoir été compromis par une jeune femme de nationalité française travaillant pour le KGB. Luedke avait, selon «Penthouse», accepté de voler des pièces d'un missile «Hark» pour éviter que son nom soit mêlé à un scandale.

## Les services de renseignements militaires soviétiques renforcent leurs effectifs en France

Un hebdomadaire français a révélé récemment qu'un nouvel attaché militaire soviétique était arrivé à Paris. Il s'agit du général-major Kapalkine.

Ce même hebdomadaire indique que sa femme est la fille du maréchal Timochan-

### LA ROCHELLE : MANIFESTATION D'ENSEIGNANTS APRES LE LICENCIEMENT D'UNE INSTITUTRICE

300 enseignants d'établissements privés ont manifesté mercredi à Marans (Charente-Maritime) pour protester contre le licenciement d'une institutrice d'une école de la ville.

Mme Josette Préau, qui habite le Langon (Vendée) avait été congédiée le 15 septembre dernier de l'école «Marie-Eustelle» «à cause de ses fréquentes absences de maladie et parce qu'elle ne suivait pas les cours de formation permanente auxquels sont astreints les enseignants», explique l'association d'éducation populaire dont dépend l'école. «C'est parce que j'ai eu deux grossesses successives» soutient l'institutrice qui a engagé une action devant le tribunal d'instance de la Rochelle.

Estimant le licenciement abusif, les manifestants, venus de Charente-Maritime, des Deux-Sèvres, de Vendée, du Maine-et-Loire, de la Loire-Atlantique et de la Vienne, ont parcouru les rues de la ville à l'issue d'un meeting et sont allés scander des slogans sous les fenêtres de la présidente de l'association d'éducation populaire. La manifestation était organisée par la section CFDT de l'enseignement privé.

## La mairie PCF de Champigny et la sécurité dans les écoles...

A Champigny-sur-Marne, la mairie a laissé pourrir le

CES Elsa-Triolet depuis sa construction : vitres cassées, portes manquantes, fils électriques à nu dans les couloirs, portes et plafonds pare-feu enlevés. La cellule locale du PCF, et le syndicat SNES qu'elle dirige, se sont dépenchés sans compter pour faire accepter cette situation, arguant notamment que ce n'était pas la peine de réparer parce que les élèves allaient tout casser ! Pour détourner le mécontentement des enseignants et des parents, elle a prétendu que pour rétablir la sécurité, il n'y avait qu'une solution... nationaliser l'établissement.

A la rentrée 75, presque tous les enseignants, à l'initiative de la section CFDT, ont exigé la venue d'une commission de sécurité. Réponse de la mairie : la com-

mission de sécurité est déjà venue... en 1973. Et les travaux seront faits pour la nationalisation du CES en janvier 1976. La mairie oubliait de dire que le procès-verbal de la commission de sécurité venue en 73 n'avait jamais été envoyé à la direction, parce que les responsables des pompiers avaient refusé de le signer... certainement pas sans raison. D'ailleurs on sait que près de là, à l'annexe de l'école Maurice Thorez, deux classes de maternelle ont brûlé récemment parce qu'il n'y avait pas un seul extincteur dans l'école ; alors que les institutrices en réclamaient depuis plus de deux années.

A quand le prochain incendie ?

Correspondant H.R.

### Affiches :

A votre disposition sur commande :

— «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse» — 2 couleurs, format 50 x 80 cm.

— «Rassemblement national ouvrier», appel aux travailleurs en lutte pour prendre contact avec l'Humanité rouge pour le 14 février — format 50 x 40 cm.



## La parole à la classe ouvrière

# CONTRIBUTIONS POUR LE 14 FEVRIER

Chru (Dijon)

Nous vous envoyons cette lettre pour préciser ce que nous vous proposons de faire au Rassemblement.

Nous essayons de préparer un sketch sur la hiérarchie à l'hôpital, la médecine de classe et la nécessaire révolte des travailleurs de la santé. Cela est-il intéressant pour le meeting ? Si oui faites-le nous savoir. En effet cela semblerait plus vivant. De plus nous comptons faire des panneaux :

— sur deux aspects de la médecine de classe (accidents du travail, la situation des vieux travailleurs en régime capitaliste) ;

— sur l'attitude des révisionnistes dirigeant la CGT à l'hôpital ces deux dernières années (licenciements, venue de S. Weil...);

— lutte des élèves infirmières et aides soignantes.

Les marxistes-léninistes et des travailleurs de l'hôpital

H.R. : Oui, vous avez raison, votre souci de faire

quelque chose de vivant est tout à fait louable et à encourager.

Sanders (Juvisy)

La section CGT de chez Sanders-Juvisy (usine-agro-alimentaire pour la nourriture du bétail) désirerait participer au rassemblement ouvrier du 14 février que vous organisez à la Mutualité ; nous désirerions y tenir un stand pour y expliquer notre lutte et la nécessité pour nous de l'élargir non seulement aux autres usines du trust, mais aussi comme nous avons commencé d'établir des liens avec des petits paysans qui sont comme nous exploités par Sanders, à travers des contrats d'intégration, etc.

H.R. : Nous sommes d'accord avec votre demande car, le rassemblement du 14 février doit contribuer :

— à briser l'isolement voulu par la bourgeoisie de toute tendance, des travailleurs d'un même trust ou d'une même branche professionnelle, sans tomber dans le corporatisme ;

— au développement du mouvement de masse ;

— au renforcement de l'unité — prioritairement l'unité de la classe ouvrière — ouvriers, employés, petits paysans, sous la direction et les positions de classe ouvrière.

Oui, camarades de Sanders, vous avez votre place au Rassemblement national ouvrier. Ce que nous mettons en avant ce n'est pas tel ou tel sigle syndical — ce n'est pas lui qui détermine la position de classe — mais ce qui compte c'est l'attitude dans la lutte de classe.

Notre Rassemblement n'entend pas usurper les sigles de tel ou tel syndicat. Il est avant tout politique. Mais nous laissons entièrement libres les travailleurs de se réclamer, avec l'accord de leurs camarades de travail, de leurs affiliations syndicales. Nous soutenons tout militant syndicaliste, comme toute section syndicale CGT ou CFDT qui agissent suivant

une juste ligne prolétarienne de lutte de classe.

**14  
février  
1976**

**RASSEMBLEMENT  
NATIONAL  
OUVRIER**

PARIS  
SALLES A ET B  
DE LA MUTUALITE  
DE 14 A 24 H

## A Plévin (Côtes-du-Nord)

contre les licenciements

# LES OUVRIERES DE LA S.A.V.E.B.A.G. OCCUPENT

Depuis septembre 75 des menaces de licenciements planaient sur les soixante ouvrières de la SAVEBAG, entreprise fabriquant des valises.

Fin novembre, dans l'illégalité, sans l'accord de l'inspecteur du travail, la direction envoie des lettres de licenciements « pour cause économique » à tout le personnel. La raison invoquée est grossière : « difficultés du marché de la valise ». La SAVEBAG est pourtant un des tous premiers fabricants d'articles de voyages et la télévision parlait dernièrement du secteur de la valise comme d'un secteur en pleine expansion surtout pour l'exportation. En fait la SAVEBAG consciemment désorganise la production, refuse des commandes pour masquer ses véritables intentions : restructurer pour mieux rentabiliser son affaire.

A cette époque, dans l'entreprise, c'est le défaitisme qui l'emporte. Rien de sérieux n'est envisagé pour mener la lutte. La CGT majoritaire se cantonne à faire des déclarations ronflantes.

Mais, lorsque les ouvrières, avant la fin de leur préa-

vis, virent les portes de l'usine fermées (la direction n'en est pas à une illégalité près !), elles décidèrent d'occuper. Depuis 3 semaines que l'usine est occupée, les ouvrières se sont organisées : un roulement se fait pour occuper l'usine en permanence, une vente sauvage de valises est envisagée. De nombreux travailleurs viennent discuter avec les grévistes.

Un comité de soutien s'est créé pour populariser leur lutte. Le week-end prochain est organisé un Fez noz à Plévin sous le signe du soutien aux ouvrières en lutte.

Malgré cela, la lutte reste difficile : l'UD CGT s'oppose à toute action qui risquerait de mettre en cause la légalité bourgeoise, donne l'illusion de faire quelque chose en faisant des démarches auprès des administrations gouvernementales tout en disant par derrière « tout est perdu ».

Le PCF quant à lui dénonce la création du comité de soutien.

Le succès de la lutte contre ces licenciements serait un encouragement im-

mense pour la classe ouvrière de la région surtout après l'échec de la lutte de Sambre-et-Meuse à cause des dirigeants traîtres de la

CGT. Une des conditions de ce succès sera nécessairement la dénonciation et l'isolement de ces traîtres.

Correspondant H.R.

## Montpellier :

# CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LA REPRESSION LUTTE DES ETUDIANTS EN MEDECINE

Au CIVG\* de Bionne à Montpellier qui fonctionne depuis juin 1975, plusieurs problèmes se sont posés dès le début :

— « Statuts batards des étudiants en médecine en fin d'étude, qui sous le statut d'aide-soignant remplissaient des fonctions d'interne » ; organisation et conception du travail (luttés contre la déshumanisation des hôpitaux, contre la hiérarchie, l'essai de travail en équipe, dédramatisation de l'acte médical, accueil des femmes, refus de l'avortement à la chaîne, part très importante donnée à la contraception...).

— « Désintérêt » des responsables médicaux qui ont laissé aux étudiants la charge de mettre en train le centre.

## LA RESTRUCTURATION

Or, voyant que le centre ne périlait pas et qu'il était une source de profit non négligeable (700 avortements en 5 mois, entre 500 et 700 F l'avortement !...), ces mêmes responsables (Pr Viala de la maternité), décident d'une restructuration. Les conséquences : réductions des effectifs étudiants, en ne renouvelant pas les contrats d'un certain nombre d'entre eux (8). Devant cela : grève avec occupation, journées porte-ouverte...

La seule réponse de Viala et de l'administration, c'est la prise de sanctions pour faits de grève : radiation définitive des listes d'embauche de l'hôpital !

## la France des luttes

# GREVE DU FOYER A.D.E.F. A NANTERRE

Depuis le 16 janvier, les travailleurs du foyer ADEF (environ 350), situé près de la cité-caserne des Gardes républicains (!) à Nanterre sont entrés en grève pour faire baisser les loyers et obtenir de meilleures conditions de vie et de logement. Ce foyer est neuf et ouvert depuis à peine 3 mois. Actuellement, le loyer est de 74,00 F par semaine, réparti en 27,00 F : part patronale, et 47,00 F : part ouvrière. Et ceci pour une chambrette minuscule, mal insonorisée. Les travailleurs, en majorité algériens et portugais, ont établi une liste de 18 revendications. La principale concerne le loyer. Ils exigent : la chambre à 50,00 F par semaine, soit 27,00 pour le patron, 23,00 pour l'ouvrier.

Les autres revendications concernent :

— l'installation d'un service d'achat au rez-de-chaussée (il n'y a pas d'épicerie dans le coin) ;

— l'aménagement des cuisines, des laveries, d'une salle de séchage pour le linge ;

— deux cabines téléphoniques avec interphones aux étages ;

— une permanence d'une assistante sociale pour régler efficacement les problèmes familiaux ;

— des boîtes individuelles pour le courrier ;

— un nettoyage plus poussé dans les WC, les douches, les réfectoires ;

— la possibilité de se réunir dans les salles de jeux.

Les travailleurs exigent aussi le renvoi du directeur Join et son adjoint Barra, nostalgiques de l'époque coloniale en Algérie, racistes qui emploient (mais sans succès) toutes les méthodes pour diviser les ouvriers entre eux : ils calomnient les Algériens auprès des Portugais, et les Portugais auprès des Algériens. De plus, ce sont des voleurs qui exigent de la main à la main, 100,00 F ou une bouteille de Ricard ou de Porto pour les travailleurs à la recherche d'une chambre.

La direction des foyers ADEF, au cours d'une entrevue avec les délégués des résidents a fait de vagues promesses pour les aménagements matériels (rien n'est encore commencé). Mais il a refusé catégoriquement la baisse des loyers (puisque l'ADEF ne fait pas de bénéfices, paraît-il !), et elle veut garder les deux gardiens racistes, malgré les preuves de vol apportées par les travailleurs. Ceux-ci pour assurer la démocratie de leur mouvement, ont élu deux délégués par étage (un Algérien, un Portugais) et deux délégués pour l'ensemble du foyer. La grève continue. Les travailleurs, dans l'unité, sont bien décidés à lutter jusqu'à la victoire, sans laisser à d'autres qu'eux-mêmes la conduite de leur lutte.

Contre le racisme, contre les loyers chers, pour de meilleures conditions de vie, les travailleurs du foyer sont assurés du soutien actif des communistes marxistes-léninistes de Nanterre.

Correspondant H.R.

silence le problème des licenciements et détourner la lutte sur les seuls problèmes posés par l'avortement.

La lutte de Bionne n'est pas terminée, elle rejoint toutes celles qui se mènent sur le secteur de la santé (travailleurs du « Cantou », travailleurs sociaux en formation...)

Nous ne baisserons pas les bras et montrerons aux Viala, Delmas et Cie, que nous sommes déterminés à lutter jusqu'au bout contre les licenciements et les sanctions pour faits de grève.

(Les étudiants m-l. licenciés du CIVG de Bionne-Montpellier)

\* Nous demandons à nos correspondants, lorsqu'ils utilisent des sigles, qu'ils indiquent leur signification exacte (exemple : CIVG).



## Redon : LES DIRIGEANTS PCF-CGT VEULENT ENTERRER LES LUTTES

Le chômage touche fortement Redon (1 400 chômeurs) ; les patrons tentent à nouveau de licencier : avec l'appui des dirigeants CGT. Comme chez Garnier, ils sont en train d'y réussir à la SIB (Société industrielle du bois-Sébilleau).

La SIB est une scierie et une fabrique de lamelles-colles, charpentes qui emploie 87 travailleurs. C'est par « Ouest-France » qu'ils ont appris le dépôt de bilan et leur licenciement collectif.

Tous sont d'origine rurale, beaucoup ont un bout de

terre. Pour la plupart, ils n'ont pas de qualification, ils ont passé toute leur vie à entasser des planches. Où retrouver du travail ?

Les délégués CGT sont sous la coupe du patron. Dès l'annonce des licenciements, le dirigeant départemental CGT Windels prend les choses en mains.

Dans une entreprise du bâtiment à Brest :

### GREVE POUR S'OPPOSER AU LICENCIEMENT D'UN DELEGUE

Dans une entreprise du bâtiment à Brest

Brosolo est une des plus grosses entreprises du bâtiment de Brest. En 1973, il a fallu plusieurs semaines de grève pour que les travailleurs français et immigrés, au coude-à-coude, fassent plier le patron. Aujourd'hui Laurent Brosolo, le patron, veut démanteler la section syndicale CFDT, parce que cette section syndicale le gêne dans l'exploitation qu'il fait subir aux travailleurs.

Lundi 26 janvier, les travailleurs ont fait grève pour s'opposer au licenciement du délégué du personnel CFDT, Henri Tréguer. Ce n'est que le début d'une lutte qui s'annonce longue. La vigilance des travailleurs, la solidarité français-immigrés, la lutte classe contre classe, la popularisation de la lutte feront de nouveau plier et céder ce patron récalcitrant.

Correspondant HR  
Brest.

### ILS DÉMOBILISENT LES TRAVAILLEURS ET DÉTOURNENT LEUR VOLONTÉ DE LUTTE

Les ouvriers sont décidés à refuser tout licenciement ; ils organisent deux manifestations en ville, bloquent la circulation. Mais au lieu d'attiser la braise, les dirigeants CGT vont étouffer sous un drap le feu qui risquait de s'allumer. Sous

prétexte qu'il est trop tard, s'appuyant sur les travailleurs les moins mobilisés, ils réclament « les 90 % », demandent à « faire repartir tout ou partie de l'entreprise », élèvent une protestation sur « la manière » dont les choses se sont déroulées.

### LES OUVRIERS NE SONT AU COURANT DE RIEN, NE DÉCIDENT EN RIEN

Tout se passe entre délégués et pouvoirs publics. Une table ronde publique était prévue entre le préfet de Loire-Atlantique et la CGT ; les travailleurs qui s'étaient présentés pour y assister, se sont vus interdire

l'entrée par Windels : « on a eu assez de mal pour obtenir cette table ronde, on la fait uniquement avec les délégués de la CGT ».

Pour 3 heures de réunion, les travailleurs auront droit à 3 mn de compte-rendu !

### ILS S'OPPOSENT A LA SOLIDARITÉ DES AUTRES USINES

A une réunion entre délégués CGT, Colin, dirigeant départemental, déclare : « il ne faut pas appeler à débrayer pour Sébilleau ; les autres usines ne sortiront pas, d'ailleurs ce n'est pas notre objectif, notre objectif, c'est Chirac (sic) — alors en visite en Bretagne. Prendre la place de Giscard à la tête de l'État capitaliste, voilà leur objectif ».

Les travailleurs décidés à lutter se sont trouvés de moins en moins nombreux à venir à l'usine, écœurés par ces attitudes. Comme dit

l'un d'eux, à propos des pontes PCF-CGT : « Ce sont des loups déguisés en agneaux », ils se moquent que 87 travailleurs se retrouvent sur le pavé.

De nouveaux licenciements se préparent à la SRPI, à la Laiterie, aux Fonderies. De plus en plus de travailleurs prennent conscience que seule la masse unie des travailleurs de toutes les usines de la ville y fera échec et que les plus ardents ennemis de cette unité, ce sont les dirigeants PCF de la CGT.

Correspondant HR

## la France des luttes

### La Roche-sur-Yon (Vendée) GREVE ILLIMITEE A L'ENTREPRISE SOVAP

Depuis le 26 janvier les 80 salariés de l'entreprise SOVAP (fabrication de cuves plastiques) à la Roche-sur-Yon sont en grève illimitée. Ils exigent 0,60 F d'augmentation de l'heure par trimestre, ce qui fait 2,40 F d'augmentation pour l'année (alors que le patron ne propose que 0,86 F), la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, une heure payée d'information syndicale, l'indemnisation à 100 % des frais de maladie.

Les grévistes envisagent de bloquer l'entrée de l'usine si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

L'entreprise doit livrer une importante commande de cuves à la Pologne à la fin du mois. Les faux communistes feront-ils comme à Triton où ils ont ouvertement brisé la grève sur demande des dirigeants du syndicat soviétique ?

Affaire à suivre.

### Thomson (Thonon-les-Bains) délégués cités en référé

Deux délégués syndicaux CGT et CFDT et 13 délégués du personnel ont été cités mardi par la direction de « Thomson-CSF » à l'audience des référés du tribunal de Thonon-les-Bains, pour « entrave à la liberté du travail ».

Le tribunal rendra son ordonnance aujourd'hui jeudi. Une partie du personnel de l'usine Thomson de Thonon qui fabrique des tubes cathodiques est en grève depuis le 15 janvier et la direction a demandé l'expulsion des grévistes qui, selon elle, empêchent l'accès des ateliers aux non-grévistes.

### A Beaufort dans l'Aisne

## Sept fermiers et leurs familles sont expulsés

Sept fermiers de Beaufort dans l'Aisne exploitaient 167 hectares de terres appartenant à M. Brice, important notaire de Meudon, dans la région parisienne. Soit dit en passant, ce notaire possède également des terres dans le Morbihan. Financièrement, on le voit, il n'est pas géné. Merci.

La fille de ce notaire a un métier : infirmière. Mais son père pour la doter richement a repris les terres de l'Aisne. Le futur gendre n'est pas non plus agriculteur, mais moniteur d'équitation.

Il n'empêche, ce « titre » est délivré par le ministère de l'Agriculture. Le futur gendre est donc un paysan, a déclaré le tribunal de Saint-Quentin pour valider le congé donné aux sept agriculteurs par M. Brice. Un expert a été nommé pour les fumures et arrières-fumures\*.

Et voilà sept fermiers expulsés avec la bénédiction du tribunal. La bonne conscience du juge ne souffre pas de cette expulsion pas plus que celle de l'avocat de ces paysans qui a tout simplement oublié de relever le caractère de cumul professionnel de cette affaire. Sept paysans et leurs familles sont jetés à la rue, au chômage, et tout ce qu'on leur propose ce sont

des indemnités très inférieures à leurs investissements.

Pourtant... il existe un statut du fermage... Il n'y a pas à dire la bourgeoisie fait peu de cas de ses propres lois. Elle ne les rédige que pour donner à sa dictature une allure démocratique. La preuve, ses tribunaux eux-mêmes ne les respectent pas.

\* Il s'agit des travaux, des engrais, etc., déjà investis pour la récolte suivante au moment où les paysans sont expulsés.

### LA CHAUSSURE EN CRISE

Des chiffres publiés récemment donnent dix mille chômeurs en décembre 75, cinq mille emplois menacés en janvier sur un effectif de 71 000 salariés, tel est le résultat de la crise qui touche les industries du cuir et de la chaussure.

En outre, il s'avère que cette profession est la plus mal payée de France : la moitié des salariés gagne moins de 1 500 F par mois, un ouvrier sur six est payé au SMIC et huit sur dix n'atteignent pas les 1 700 F mensuels.

## Après les déclarations de Lecanuet sur la nécessaire répression des patrons fauteurs d'accidents du travail

# LES ACCIDENTS MORTELS CONTINUENT

Un « accident » est survenu récemment sur le chantier de construction du « saute-mouton » à Palaren. Il a coûté la vie à un ouvrier.

Au cours d'une manœuvre, en effet, un bulldozer a écrasé un travailleur de 54 ans, René Le Droff sur ce chantier. On lui avait demandé de régler la circulation sur la route Brest-Quimper au niveau du chantier. L'ouvrier qui conduisait le bulldozer ne pouvait pas voir son camarade en manœuvrant. Il aurait fallu une autre personne pour coordonner les manœuvres... Mais il n'y avait personne et René Le Droff a été écrasé. Il devait décéder, peu après son admission à l'hôpital.

\*\*\*

Un entrepreneur de Vichy, Jean Planche, inculpé

d'homicide involontaire, de contravention au code du travail, et qui avait été écroué à Moulins du 13 au 17 novembre dernier, a comparu mercredi devant le tribunal de grande instance de Moulins.

C'est à la suite d'un accident mortel du travail dont avait été victime un maçon, Michel Drygas, 52 ans, que le juge d'instruction, avait placé l'entrepreneur sous mandat de dépôt. Le procureur de la République avait affirmé que « la décision du juge d'instruction n'avait pas été prise à la légère ».

A noter que Jean Planche a déjà été condamné à une amende de 1 500 F pour un précédent accident mortel survenu sur ses chantiers.

\*\*\*

\*

Ainsi donc il est tout de même des patrons qui passent devant les tribunaux. Serait-ce que les menaces proférées par le garde des sceaux le 27 janvier à Evry seraient mises à exécution ?

Pas le moins du monde ! Qu'on en juge. Le 12 septembre dernier, un ouvrier de 48 ans, Gilbert Lacroix, s'était tué en tombant par l'ouverture d'une fenêtre d'une hauteur de quatre mètres. Sur le moment l'inspecteur du travail avait fait reproche au patron de ne pas avoir placé de dispositif de sécurité aux fenêtres.

Mardi cet entrepreneur de maçonnerie de Saint-Hilaire-des-Loges en Vendée, André Coirier, comparait devant le tribunal de grande instance de la Roche-sur-

Yon. En guise de répression sévère, le tribunal devait plutôt appliquer une clémence complice : André Coirier, responsable de la mort d'un de ses ouvriers, était condamné tout en gros à deux mois de prison avec sursis et 800 F d'amende !

\*\*\*

\*

C'est un scandale ! Voilà les premiers mots qui nous viennent à l'esprit. Mais ils ne conviennent pas. N'est-ce pas scandaleux, en général, que ce qui a un certain caractère exceptionnel. Or les accidents du travail, les accidents mortels et la protection des capitalistes qui en sont responsables, rien n'est plus quotidien que cela. C'est le sort que la dictature de la bourgeoisie impose tous les jours à la classe ouvrière et aux masses laborieuses.

## Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT» Les 20 millions sont dépassés

La souscription a dépassé les 20 millions au 26 janvier. Cela montre la remontée importante de la souscription qui, on l'a vu, a eu du mal à démarrer en décembre.

Cela dit, il ne faut pas s'arrêter là.

Nous nous arrêterons seulement lorsque les 25 millions auront été recueillis pour permettre de combler le déficit du journal lié à la mise dans un certain nombre de kiosques de province.

Ne l'oublions pas, cette bataille d'argent est avant tout une bataille politique.

Une bataille pour que le quotidien des communistes fidèles à l'idéal de la dictature du prolétariat vive et soit largement connu par les travailleurs des villes et des campagnes.

Amis lecteurs, abonnés et camarades, souscrivez et faites souscrire pour remporter rapidement cette bataille POLITIQUE des 25 millions, pour que «vive l'idéal communiste de la dictature du prolétariat».

Total au 27.1.76	209 327,02 F	JCMLF A. Cuisinier sup. à C/P. cal.	90,00 F 15,00 F	CDHR J. Baena sousc.	masse	CDHR Flora Tristan	310,00 F
Pour que vive l'idéal com. de Dictat. du Prol., en tim.	60,00 F	P. la sous. BA	100,00 F	- 1 tra. form.	10,00 F	1 femme au foyer	70,00 F
CDHR Hapiot	500,00 F	2 postiers ML	50,00 F	- 1 apprenti CET	2,50 F	1 camar. ouvrière	100,00 F
		L.CH Sousc.	200,00 F	- 1 empl. DDASS	10,00 F	1 camar. ouvrier	8,00 F
		Sou. au Qt.MMme L.	300,00 F	CDHR J. Baena	67,50 F	1 coup. milit.	50,00 F
				1 anc. sec. cel. P.C.F.		Pour la Sousc. Nord	535,00 F
				exclu en 68 - pour notre jour. de classe	500,00 F	Total le	28.1.76
							212 305,02 F



## Les lecteurs ont la parole

### RI FLEXION DE MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES APRES UN MOIS DE PAKUTION SUR GRAND FORMAT

Nous appelons nos amis, lecteurs et camarades à nous faire parvenir régulièrement leurs critiques, recommandations et suggestions quant à la forme et au contenu du journal.

Elles sont indispensables à l'amélioration permanente du quotidien et permettent de mieux répondre aux besoins comme ceux exprimés dans la lettre que nous publions ci-dessous, écrite par le cercle «José Luis Bravo» de l'Humanité-Rouge à Montpellier.

Camarades,

Depuis que l'HR est quotidien, nous avons suivi avec intérêt l'évolution de notre formule et nous venons apporter notre contribution pour un HR instrument de lutte au service de la révolution prolétarienne.

1) Le journal parle de plus en plus des luttes des travailleurs : formes de luttes, leur évolution, l'attitude des directions syndicales, du PCF... Ce qui est intéressant pour les autres travailleurs en lutte ou non.

2) Etant quotidien, le journal répond au coup pour coup et de fait les problèmes de la vie de tous les jours sont abordés (augmentation des loyers - problème de la réforme du divorce, - sports...) tout ceci avec un langage de moins en moins stéréotypé et donc plus vivant et accessible à tous.

3) Les enquêtes : telles «Le PCF une affaire qui marche» et sur les bidonvilles de Nice, sont particulièrement intéressantes. Les éditoriaux sont bien :

Nous pensons par contre qu'il demeure des insuffisances :

1) Certains articles devraient déboucher sur des perspectives concrètes d'organisation et de lutte.

2) Pour répondre au coup pour coup le journal donne des informations sans explication sur leur caractère et leur rôle, cf. grève de la faim des femmes de pompistes, l'article sur la FRUF et la grève des loyers en cité universitaire - la FRUF étant une organisation révisionniste.

3) A propos des événements du tiers monde : on pourrait donner la parole aux organisations de ces pays : Ce qui avait été fait pour le mouvement marxiste-léniniste en France.

4) Il faudrait aussi plus d'articles sur les femmes et les jeunes, même si parallèlement existe des journaux tels que «Femmes dans le combat» et la «Jeune Garde rouge».

Cependant le bilan est largement positif et l'amé-

lioration du journal se fait de jour en jour. Mais le quotidien est aussi l'œuvre des militants qui doivent envoyer des articles sur la vie et les luttes de la région. Ce

que nous n'avons pas beaucoup fait jusqu'à maintenant. Aussi nous comptons rectifier et cette lettre en est un exemple.

Salutations communistes.

### A PROPOS DES ARTICLES SUR «LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

Des encouragements et des suggestions

Un camarade nous écrit : «Les articles sur la dictature du prolétariat sont vraiment bien. C'est un instrument de propagande précis et clair que vous nous donnez ainsi. Cela nous permettra de renforcer notre travail à la base, de pouvoir convaincre de façon claire, scientifique, simple. Ces articles il faut les continuer jusqu'au bout, car les révisionnistes nous ont donné UN BATON EN OR POUR LES COMBATTRE ; il faut saisir cette occasion et l'exploiter jusqu'au bout.»

Et un lecteur : «Bravo ! pour taper sur le clou de la dictature du prolétariat.

»Je pense personnellement qu'il serait utile de publier quelques articles des camarades chinois à ce sujet. Par exemple «De la dictature intégrale du prolétariat sur la bourgeoisie» par Tchang Tchouen-kiao - cf. bulletin quotidien des Cahiers de la Chine nouvelle No 2114 du 3/4/75.

»Egalement réimprimer pour vente de masse : Lénine, sur la «révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat» - 1870-1960 - 90<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Lénine - Éditions de Pékin 1960.

»Fraternellement.»

### LA MEDITERRANEE AUX PEUPLES DE MEDITERRANEE

Disponible pour 3 F :

à l'adresse : La Méditerranée aux peuples de Méditerranée  
26 bd des Dames  
13002 Marseille  
CCP Leroux Marseille 460529

ou par abonnement à la même adresse  
normal : 15 F pour un an  
soutien : 50 F pour un an

## Rennes

Sur un marché,

un ancien communiste pour

la dictature du prolétariat

Vendredi dernier pendant les enquêtes expliquant ce qu'est la dictature du prolétariat, nous avons fait un panneau sur le marché de Villejean à Rennes intitulé «Vive la dictature du prolétariat».

Dès notre panneau installé, un homme d'une quarantaine d'années s'approche, lit attentivement notre panneau et son visage se transforme.

Il nous explique alors qu'il est de tout cœur avec ce que l'on a écrit. «C'est tout l'idéal communiste que vous avez résumé là.» Il ajoute qu'il a longtemps milité au Parti communiste avec cet idéal, qu'il a été secrétaire de cellule, a eu des responsabilités dans un syndicat de la région parisienne et qu'il est sorti du

PCF il y a quelques années en désaccord avec la ligne des membres de sa cellule. Il nous fait part de sa profonde colère contre ce parti dirigé par des intellectuels qui méprisent l'ouvrier.

Depuis il est resté indépendant, gardant intact son idéal communiste, son enthousiasme, sa confiance dans la révolution socialiste et dans notre peuple. Cet homme ne connaissait pas l'Humanité rouge, il est parti avec trois numéros expliquant la dictature du prolétariat, un exemple parmi d'autres qui montre que dans notre pays des milliers de travailleurs défendent la dictature du prolétariat.

Un diffuseur de l'Humanité rouge.

### UN FAC-SIMILE INTERESSANT RÉÉDITÉ AUX ÉDITIONS MASPERO Manifeste, thèses et résolutions des QUATRE PREMIERS CONGRES MONDIAUX DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1923)

Textes complets

On y trouvera notamment le texte des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale fondée par V. Lénine, dont celle concernant la reconnaissance de l'objectif de la dictature du prolétariat nécessaire dans la phase de l'édification du socialisme.

En vente aux librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

- La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.

- Le Sel de la Terre, 4, rue Maréchal-Foch 22000 St-Brieuc.

ou par correspondance à :

- E-100, 24 rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

### COLLECTION MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT

- Sur l'unité des marxistes-léninistes,

par Ernst Aust ..... 4,50 F

E-100

24, rue Philippe-de-Girard  
75010 Paris



### TARIFS D'ABONNEMENTS

Pii ouvert  
1 mois ..... 32 F  
3 mois ..... 95 F  
6 mois ..... 190 F  
Soutien ..... 300 F

Pii fermé  
1 mois ..... 60 F  
3 mois ..... 180 F  
6 mois ..... 360 F  
Soutien ..... 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE  
No 3022672 La Source.



culturel

# Rassemblement national ouvrier du 14 février

## APPEL AUX ARTISTES PROFESSIONNELS ET AMATEURS

MUTUALITE SALLES A ET B DE 14 A 24 HEURES

Si l'appel lancé par «l'Humanité rouge» pour le Rassemblement national ouvrier du 14 février, trouve un large écho enthousiaste parmi la classe ouvrière et les travailleurs, on peut dire qu'il en est de même parmi les artistes amateurs et professionnels ainsi que parmi ceux qui travaillent dans le domaine culturel.

### DANS LES ENTREPRISES

N'en ayons pour preuve en ce qui concerne les «amateurs» que l'exemple des ouvriers de Renault-Billancourt qui entendent — comme ils l'ont annoncé dans un de nos derniers numéros — participer au rassemblement avec des sketches, des marionnettes et des caricatures pour expliquer leurs luttes. Tel est le cas aussi pour beaucoup d'autres entreprises dont vous avez pu lire

les propositions dans nos éditions précédentes.

### UN POÈTE

Après la «Force du peuple», atelier d'arts graphiques de Lille (voir L'HR d'hier), un ami nous envoie toute une série de poèmes qu'il espère voir diffuser le 14. Il nous écrit que «l'Appel aux artistes» est une «heureuse initiative qui enthousiasmera de nombreux artistes révolutionnaires. En effet le rassemblement ouvrier devrait nous permettre de faire un bond en avant, de ne plus simplement se contenter d'exprimer le mécontentement et de "crier la douleur" car la "littérature qui approche du temps où va éclater la révolution a de plus en plus les accents de la révolte" (...). Ce changement de société ne peut se faire que dans le combat, dans une lutte implacable, classe contre classe, contre le capi-

talisme et ses défenseurs, pour la dictature du prolétariat. C'est une véritable entreprise que doivent soutenir les artistes progressistes». Il estime également que le «Rassemblement ouvrier du 14 février doit permettre aux artistes de se lier au combat de la classe ouvrière, de forger cet enthousiasme au contact de ceux qui luttent classe contre classe.»

Nous pouvons dire à cet ami qui nous envoie ses poèmes que c'est une excellente initiative et qu'il aura la possibilité de les vendre puisqu'il est prévu une table de vente et d'exposition consacrée à l'art et à la culture. Que tous ceux que cela intéresse envoient des propositions de livres, de disques, d'affiches, etc., à vendre. Nous pouvons dire également à cet ami et à tous ceux qui vont participer sous des formes identiques qu'il est préférable qu'ils

préparent le travail le plus complètement possible car nous ne sommes pas en mesure actuellement de régler tous ces problèmes. Ce travail doit être considéré comme une contribution importante au Rassemblement ouvrier. En ce qui concerne la poésie, nous informons les intéressés qu'ils pourront dire leurs poèmes sur scène ou à d'autres occasions s'ils le désirent. Faites-le nous savoir rapidement.

### UN GROUPE D'ENSEIGNANTS DE DIJON

Un groupe d'enseignants marxistes-léninistes de Dijon se propose de participer au Rassemblement «Nous pourrions, par exemple, réaliser de grands panneaux illustrés, dénonçant l'enseignement bourgeois, ce, à partir de certains cours (histoire, géographie, législation, etc.) ou de thèmes plus généraux.»

TELEVISION :

### LA FILLE DU PUISATIER : TRAVAIL-FAMILLE-«PAGNOL»

Après le Schpounz, voilà que la télé nous servait, mercredi soir, «La fille du puisatier» de Pagnol, film tourné en pleine guerre. Il n'est pas question ici d'officiers SS ou de truands colabos, mais décidément rétro rime avec fasho... Que montre le film ? D'un côté la famille du creuseur de puits, brave homme du Midi, travaillant de ses mains, qui a un employé et à qui le bon Dieu a donné 6 filles (la mère en est morte). De l'autre côté, au village, une famille de commerçants enrichis. Le fils a continué ses études, il est officier aviateur et il séduit la fille du puisatier sur le thème «Vous n'êtes pas née pour vivre dans ce milieu». Il l'abandonne enceinte (il part à la guerre). Les parents de l'officier ne veulent pas entendre parler de cette fille-mère. Pour le puisatier c'est «un malheur pire que la guerre».

Mais le bébé est un garçon, il porte le nom de son grand-père, aussi le puisatier en est tout attendri et fier. L'aviateur est porté disparu à la guerre, alors ses parents veulent bien de l'enfant et de sa mère. Le puisatier se rebiffe un peu, il a de l'honneur : «Le meilleur lait c'est celui des pauvres». Mais,

finalment puisque les riches sont décidés à payer...

Là-dessus, l'aviateur disparu revient miraculeusement. Tout s'arrange : merci Monsieur, bien que riche et citadin vous êtes honnête, je vous donne ma fille.

On voit peu de monde dans ce film, seulement les deux familles. Entre elles, des différences, qu'on pourrait prendre pour des différences de classe, et Pagnol s'emploie démagogiquement à nous le laisser croire.

Mais, comme dans ses autres films les héros sont des boulangers, rémouleurs, cafetiers, épiciers, etc., commerçants ou artisans, pour qui le bonheur c'est de s'enrichir.

Si l'on rappelle que ce film fut tourné en pleine occupation nazie, sous le signe de «Travail-famille-patrie», la morale que donne le puisatier prend tout son sens : «avec des pioches, des bras et de l'amour on fera jaillir les plus belles sources». N'est-ce pas pour s'attaquer toujours à l'esprit de résistance des travailleurs que de tels films sont faits et diffusés ? N'est-ce pas ainsi que le fascisme (toujours plus ou moins «social») prépare son terrain : en dévoyant les aspirations légitimes du peuple ?

### Poème d'un lecteur

#### MARCHAIS ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Mes amis  
Georges Marchais l'a dit l'a dit l'a dit  
La dictature du prolétariat  
Nous n'en voulons pas !

D'abord ça fait peur aux bourgeois  
Et puis ça nous enlève des voix.

Nous sommes, je vous le dis tout net  
Un parti de gouvernement  
Et je nous vois mal, faut être honnête  
Jouer nos fauteuils ministériels  
Pour ainsi dire à la roulette...  
RUSSE évidemment.

D'ailleurs j'ai horreur des armes à feu.  
Et puis, imaginez tous ces cadres, ces ingénieurs en complet-vestons  
Qui depuis quelque temps rentrent dans notre parti  
à foison.

Vous les voyez, vous, grimper sur des barricades  
Faire le coup de feu comme des camarades ?

Tenez, moi qui vous parle, pendant l'occupation  
Alors que certains fous, risquant leur peau,  
Sabotaient, montaient des embuscades, se collaient avec les nazis

Eh bien moi, pendant ce temps, en Allemagne  
Je tournais des obus pour leurs canons.

Alors c'est entendu, je ne veux plus qu'on m'em-  
bête

Avec ces histoires de Révolution !  
Je sais certains me diront  
«Marx, Engels, Lénine et puis Staline»

(Ah ! celui-là !)

Si seulement je les avais tenus sous ma baguette  
J'leur aurais fait sortir de la tête  
Leurs idées de Révolution.

Mais excusez-moi, on cause, on cause et le temps  
passe

J'ai rendez-vous à Matignon  
Pour voir si mon fauteuil est avancé  
Ou pour le moins si on m'a préparé un tabouret !

Vieux communards  
Francs-Tireurs tombés sous la mitraille

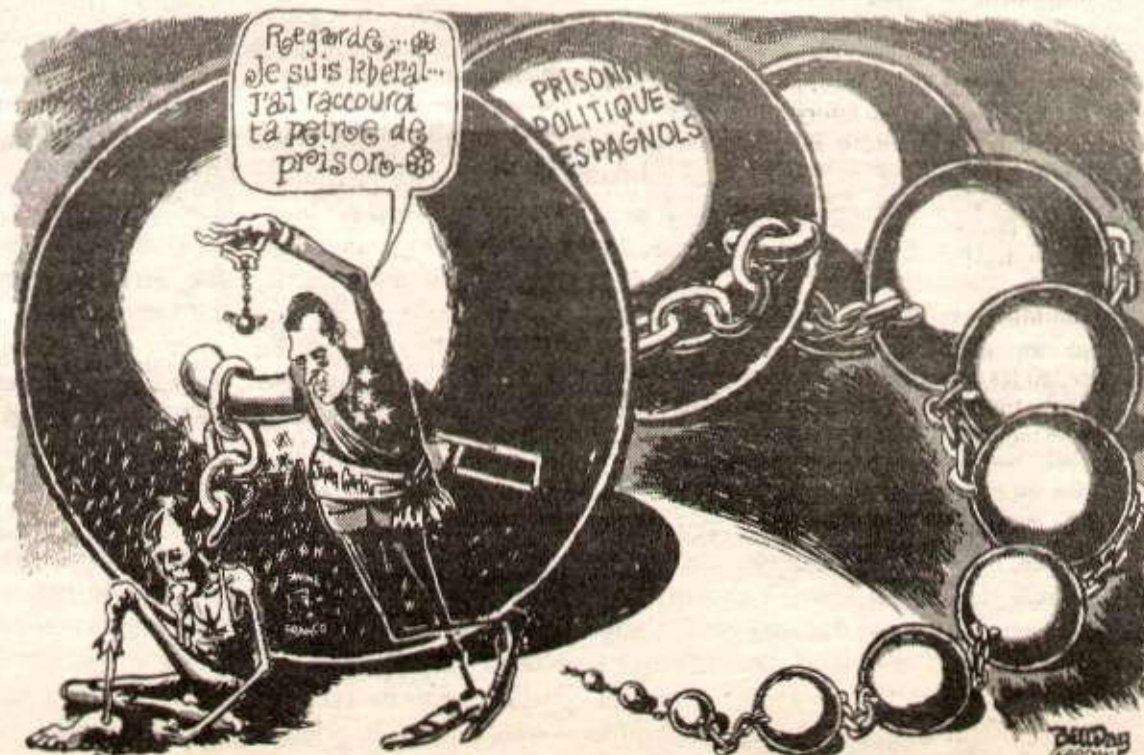
Travailleurs qui sont morts ou qui vivent encore  
avec cet espoir au cœur

Apprenez que si pour les renégats  
Ça ne signifie rien  
Ils n'en veulent pas  
Il y en a qui y croient  
Qui sont prêts à donner leur vie pour ça :

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Vu par «Guardian»  
(journal américain radical et indépendant)

## LE FRANQUISME APRES FRANCO



# QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (7)

## Quelles formes prendra-t-elle en France ?

Devant les partis de la social-démocratie de l'Europe du Sud, Mitterrand a, dimanche dernier, félicité Marchais pour son abandon ouvert de « la dictature du prolétariat ». Il devait ajouter qu'une des raisons de la scission de Tours de 1920 était ainsi annulée. Le piquant de la chose aura échappé à beaucoup de gens : en effet Blum, celui qui devait passer à l'histoire comme « un gérant loyal du capitalisme », n'osa même pas à ce congrès désavouer ouvertement le principe de la dictature du prolétariat et il devait déclarer : « Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral. Nous n'avons donc peur ni du mot ni de la chose. » (1)

On peut donc dire en toute logique que Marchais est allé plus loin que Blum dans la trahison des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière !

Il est vrai que Georges Marchais et la clique dirigeante du PCF ont réussi à « enrichir » l'arsenal des fadaïses destinées à combattre le principe de la dictature du prolétariat. En particulier leur mot d'ordre le plus en vogue c'est : « un socialisme aux couleurs de la France ».

Qu'est que ça veut dire ? Les couleurs de la France étant le bleu-blanc-rouge du drapeau de la bourgeoisie, la première idée qui vient à l'esprit c'est que Marchais ne veut pas du drapeau rouge qui dans tous les pays du monde est celui de la classe ouvrière. Il y a bien de ça effectivement : on sait que le PCF brandit tant qu'il peut ce drapeau qui flotte encore sur « nos » colonies de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et d'ailleurs.

Mais l'idée de Marchais est encore plus « profonde », si l'on peut dire. Quand on lui demande de s'expliquer sur la question il répond qu'en France les traditions démocratiques et la présence (proche) d'un « puissant camp socialiste » permettrait l'instauration d'une « démocratie pure ».

Or l'expérience quotidienne des ouvriers, des paysans, de tous les exploités et opprimés de notre pays démontre qu'il ne s'agit là que de balivernes !

« Traditions démocratiques » l'assassinat régulier de travailleurs immigrés, « traditions démocratiques » l'application de la « loi anticasseurs » contre les paysans, les ouvriers, les étudiants qui manifestent ? « Tradi-

geois, fut repris quelques mois plus tard. Ainsi la classe ouvrière et tout le peuple travailleur ont depuis réfléchi et compris cette profonde vérité : c'est seulement par la force, par l'action de masse, c'est seulement en osant affronter les forces de répression du capital qu'on parviendra à imposer de justes aspirations et au-delà qu'il sera possible de changer radicalement l'ordre social actuel.

### LA DICTATURE DU PROLETARIAT EST NÉCESSAIRE

Mais la révolution prolétarienne ayant éclaté, et s'appuyant nécessairement sur les armes, pourrait-on se passer de la « dictature du prolétariat » ? et quelle forme celle-ci pourrait-elle prendre ?

Il faut poser la question nettement aux individus du type Marchais qui se prétendent communistes.

Est-ce que la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse pourraient maintenir leur pouvoir bien longtemps sans dissoudre immédiatement la police, la gendarmerie, les CRS, l'armée permanente où dominent les éléments rétrogrades, sans conscience de classe, dont la bourgeoisie se sert pour réprimer le peuple dont ils sont issus ? Est-ce que la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse pourraient faire confiance à ces magistrats issus de la bourgeoisie et imbus de leurs privilèges pour rendre la justice ? Est-ce que la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse pourrait confier aux technocrates et autres « grands commis de l'État » payés aujourd'hui dix fois plus que des ouvriers l'organisation de la production et la gestion conforme aux intérêts ouvriers de la société ? Nous disons nous que non.

Il faudra enlever tout pouvoir à ces hommes liés par l'argent et mille autres liens à la grande bourgeoisie, et cela ne saurait être fait que par la force.

C'est en s'appuyant sur la force des masses elles-mêmes que devra être supprimé le monopole de l'information de la bourgeoisie, que seront chassés les patrons des usines, qu'ils seront mis au travail, que seront supprimées immédiatement toutes les dettes fiscales ou sociales (loyer, remboursement de crédits, etc.) qui pèsent sur le peuple, que seront réquisitionnés en cas de guerre civile provoquée par la réaction ou en cas de guerre impérialiste les stocks alimentaires que font les riches, etc.

Tout cela c'est la dictature du prolétariat sur les exploités : elle nécessite la plus grande fermeté car la



« En fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste : c'est là une loi objective indépendante de la volonté humaine. Quels que soient les efforts des réactionnaires pour freiner la roue de l'histoire dans son mouvement en avant, la révolution éclatera tôt ou tard et sera nécessairement victorieuse. »

Mao Tsé-toung.

bourgeoisie de son côté ne fait jamais de cadeaux !

### LES FORMES DU NOUVEAU POUVOIR

Mais quelles formes pourrait prendre la dictature du prolétariat dans notre pays ? Ce sont les masses populaires elles-mêmes qui en décident.

Cependant d'ores et déjà ne peut-on voir dans le mouvement révolutionnaire de Mai-Juin 68 des prémices de ce nouveau pouvoir ? Ces assemblées générales dans les entreprises, les quartiers, les établissements d'enseignements, ces assemblées populaires et ouvrières désignant leurs représentants révocables à tout moment à des assemblées régionales ou de secteurs désignant également leurs « comités d'action » pour appliquer leurs décisions, rappelaient par bien des points la « Commune de Paris ». Que de telles assemblées armées désignent demain leurs représentants et cela jusqu'au niveau d'une assemblée populaire nationale, chargée de décréter immédiatement toutes les mesures désirées par les ouvriers et les paysans, ainsi que d'organiser la destruction des bandes armées réactionnaires et l'organisation de la défense nationale, voilà la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Elles balaieront les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers ainsi que les agents du social-impérialisme russe et de tout impérialisme, c'est certain, c'est inévitable.

Répondant à Giscard d'Estaing qui lui demandait : « Croyez-vous qu'il y aura la révolution en France d'ici 20 ans ? » le camarade Teng Siao-ping, vice-premier ministre chinois en visite officielle, n'hésita pas à répondre : « C'est inévitable puisque vous êtes une société de classes ! »

1) Blum n'était pas pour la « dictature du prolétariat », mais il était obligé de cacher derrière une phraséologie son opposition à la conception bolchevique, c'est-à-dire léniniste de la dictature du prolétariat.

FIN

Henri JOUR



« Le socialisme aux couleurs de la France »

tions démocratiques » la liberté pour les patrons responsables de la mort d'ouvriers ? et cette jeune ouvrière de Fougères l'œil arraché à 17 ans par une grenade de garde-mobile, « traditions démocratiques » ?

En fait, les affirmations de Marchais sont complètement rejetées par des millions non seulement d'ouvriers mais aussi par d'autres catégories de la population touchées par la crise du capital monopoliste. Et cette prise de conscience a commencé à s'effectuer massivement au cours du mouvement révolutionnaire de Mai-Juin 68, et surtout depuis lors. De tous les cahiers de revendications, des exigences pressantes des ouvriers, des étudiants, des paysans rien n'a pu être réalisé. Ce qui fut lâché sous l'effet de la grande peur des bour-

Quelles meilleures preuves de cette prise de conscience que les mouvements de masses qui ont touché tous les secteurs de la société capitaliste sans se soucier de la légalité bourgeoise : même dans les prisons, même dans les casernes, même chez les « cols blancs » d'autrefois, les employés de banques, même chez les « petits commerçants » ! Et à la pointe du combat, de plus en plus, les ouvriers et les petits paysans ! Voilà qui sans nul doute indique à quel point, oui, en France, la révolution est possible ! Et si une guerre impérialiste éclatait déclenchée par les deux superpuissances, celle-ci ne ferait que pousser à un point extrême toutes les contradictions de classe et donc précipiterait la prise du pouvoir par la classe ouvrière.